

LE POINT DE VUE DE
THOMAS GOMART

La Russie et le G8 : encore un effort, camarades !

Du 15 au 17 juillet, Vladimir Poutine va présider son premier G8 à Saint-Petersbourg. L'heure ne sera sans doute pas à la franche camaraderie tant les malentendus et les arrière-pensées se sont accumulés depuis plusieurs mois. Ce sommet intervient dans un contexte marqué par trois facteurs interdépendants : la forte tension sur les prix énergétiques, les incertitudes sur l'Irak et l'Iran, et la redéfinition en cours des politiques occidentales à l'égard de la Russie. Cette dernière bute moins sur l'évaluation du régime russe que sur la manière de traiter avec lui. Quelle place réserver à cette puissance particulière, qui continue d'échapper aux critères de gouvernance à l'occidentale ? Le net durcissement de Washington à l'égard de Moscou, qui s'est notamment exprimé lors du discours de Dick Cheney à Vilnius en mai dernier, pousse des experts proches de la Maison-Blanche à envisager l'exclusion de la Russie du G8. Signe du caractère inachevé de la transition russe, ou de sa « spécificité » revendiquée, la Russie n'est toujours pas membre à part entière du G7 finance. Force est de constater que, en dépit du soutien discret de Paris et de Berlin, le Kremlin n'a guère fait campagne en faveur de cette intégration définitive, de peur sans doute d'essuyer un refus qui altérerait l'éclat de Saint-Petersbourg.

Il faut bien prendre conscience du caractère exceptionnel de ce sommet pour Vladimir Poutine,

qui a soif de reconnaissance et de crédibilité internationale. Voilà un pays terrassé par les thérapies de choc des années 1990, lessivé par la crise financière de 1998, qui se retrouve aujourd'hui quasi désendetté et au cœur des recompositions énergétiques. Voilà un pays qui vivait sous la tutelle du FMI et de la Banque

mondiale et qui cherche désormais à investir massivement à l'étranger. Ce renversement spectaculaire ne manquera pas d'être intensément exploité par les organes médiatiques du Kremlin au-delà de la scène intérieure. Dans l'espace postsoviétique, le retentissement de Saint-Petersbourg devrait permettre au Kremlin de rappeler aux présidents Saakachvili, Iouchtchenko, Aliiev et Voronin (réunis au sein du GUAM) le chemin qu'il leur reste à parcourir pour marginaliser la Russie. Parallèlement, Moscou devrait utiliser le sommet pour souligner auprès de pays comme l'Algérie, la Norvège ou le Venezuela qu'elle est le seul membre du G8, avec le Canada, exportateur net d'énergie.

On s'interroge aujourd'hui sur les résultats à attendre de Saint-Petersbourg, sans bien comprendre à quel point sa tenue est déjà une victoire symbolique pour Poutine. En saturant l'espace médiatique avec la « sécurité énergétique », la Russie est parvenue à se faire reconnaître comme superpuissance énergétique. Le principal résultat du sommet devrait donc être la consécration du statut de leader

énergétique, a fortiori si l'Iran faisait l'objet d'échanges de vues entre participants.

Le sommet a fait l'objet d'une préparation minutieuse, à travers des groupes d'experts, sous le contrôle étroit de l'administration présidentielle. Outre la « sécurité énergétique », le Kremlin a placé la lutte contre les maladies infectieuses et le développement de l'éducation à l'ordre du jour. Ces priorités sont à mettre en relation avec le discours annuel de Poutine à l'Assemblée fédérale (mai 2006), qui a souligné l'importance accordée – bien tardivement pour bon nombre de commentateurs – aux conditions de (sur)vie de sa population. Ce discours a frappé par la brièveté des développements consacrés aux partenariats étrangers, en particulier avec l'Union européenne. A l'inverse, il s'est concentré sur les questions militaires, ce qui permet de rappeler que Moscou utilise ses pétrodollars pour le remboursement de sa dette, pour son fonds de stabilisation sociale, mais aussi pour la relance de sa dépense militaire. Sur ce dernier plan, Poutine poursuit un objectif irréaliste compte tenu de ses forces actuelles : être en mesure, à l'instar des Etats-Unis, d'intervenir à l'échelle globale, régionale et locale.

De ce tableau d'ensemble trois conclusions peuvent être tirées. Premièrement, la Russie compte avant tout sur ses propres ressources pour se développer en survalorisant son potentiel énergétique. Deuxièmement, la Russie dérange dans la mesure où elle

accentue les divisions entre puissances occidentales et où elle conçoit moins le G8 comme une instance de régulation de la gouvernance internationale que comme une forme modernisée de concert des nations. Troisièmement, la situation actuelle internationale lui permet de valoriser ses positions intermédiaires, sur l'Iran notamment, tout en profitant à plein des

prix de l'énergie : sans qu'ils soient illimités, Moscou dispose désormais de moyens significatifs pour défendre ses intérêts nationaux. La Russie ne cherche pas à adopter le comportement de ses camarades. Elle existe aujourd'hui en se distinguant. A charge pour les autres d'agir en conséquence.

THOMAS GOMART est responsable du programme Russie-NEI à l'Ifr.